

Monsieur le Président, pourquoi le premier ministre n'a pas rencontré ces personnes? Ce sont elles, les vrais Canadiens, à mon avis. Ce sont ces personnes qui contribuent vraiment à l'édification de notre pays et qui paient le plus d'impôts. Alors pourquoi? Je crois sincèrement que les Canadiens commencent à se rendre compte que le gouvernement a choisi ses amis qui sont les membres des conseils d'administration des sociétés.

Une voix: Ce ne sont pas les mères de familles du Canada.

M. Rodriguez: Ce ne sont pas évidemment, les mères de famille, ni les chômeurs. Ils ne comprennent même pas. Nous avons entendu parler de l'ouverture d'une banque d'alimentation par la femme du premier ministre—imaginez cela—l'ouverture d'une banque d'alimentation ici, à Ottawa. Leur mode de vie illustre l'abîme qu'il y a entre les Canadiens qui sont pauvres, qui n'ont pas de maison, et ceux qui ont tout en abondance.

Le ministre des Finances a été décrit comme un homme de grand courage, intègre, compétent. C'est pourquoi le premier ministre ne pouvait le limoger. Apparemment que les gens de *Bay Street* étaient sur le sentier de la guerre. Les télex et les télécopieurs ne déroutaient pas. Le tout *Bay Street* demandait que l'on garde Michael, parce que Michael Wilson, le ministre des Finances, est un homme courageux, intègre et compétent, leur avait-on dit, et il a des amis. Ses amis sont haut placés. Ils occupent des fauteuils d'administrateurs. Faut-il beaucoup de courage, je vous le demande, pour réduire le budget de l'aide extérieure, pour couper les vivres aux affamés du monde? Est-il nécessaire d'avoir du cran? Faut-il beaucoup de courage pour supprimer des places de garderies au Canada alors que nous en avons de plus en plus besoin? Pendant ce temps, les amis haut placés doivent 35 milliards de dollars en impôts différés. Faut-il beaucoup de courage?

• (1740)

Il n'y a pas si longtemps, le président de la République de Costa Rica était présent à la Chambre. Le premier ministre (M. Mulroney) lui a déclaré.

Nous savons l'influence qu'ont la pauvreté et la violence en Amérique centrale. C'est pourquoi l'aide économique du Canada a plus que triplé au cours de la dernière décennie et qu'elle augmentera sensiblement au cours de la prochaine décennie.

Et c'est en ce même premier ministre qui nous annonce dans le dernier budget que, au cours des cinq prochaines années, il retranchera plusieurs millions de dollars à l'aide à l'étranger. Faut-il du courage pour prendre ce genre de décision?

Le budget—M. Rodriguez

Au cours de la dernière campagne électorale, nous avons tous entendu le premier ministre faire d'innonbrables promesses. Nous nous en souvenons de promesses à propos de l'usine de valorisation de Lloydminster, du projet Hibernia et des sables bitumineux. Lorsqu'on a rappelé au gouvernement les promesses qu'il avait faites pendant la campagne, on s'est fait répondre qu'il ne sagissait pas de promesses, mais plutôt d'engagements de dépenses. Et aujourd'hui, on nous dit que ces engagements ne tiennent plus. Il faut les oublier. C'est ça l'intérogé?

Le ministre des Finances a expliqué qu'il a dû présenter un budget aussi draconien à cause de l'augmentation soudaine des taux d'intérêt après la campagne électorale qui a obligé le gouvernement à abandonner toutes ses promesses et tous ses engagements. Toute cette affaire d'engagements et de budgets, ce que le gouvernement peut savoir jouer avec les mots!

Cela ressemble à la fois où le premier ministre a obtenu ce qu'on a appelé un prêt du Fonds du PC du Canada pour payer ses dépenses personnelles et ses souliers Gucci. Quand nous lui avons fait remarquer que, comme tous les autres prêts, celui-ci aurait dû être consigné, on nous a répondu qu'il s'agissait d'une avance. C'était un prêt/avance. Ici, nous avons des engagements de dépenses/promesses. Le premier ministre a affirmé qu'il n'a pu les respecter parce que les taux d'intérêt avaient grimpé en flèche. Pourtant, en novembre dernier, pendant la campagne électorale, les taux d'intérêt étaient déjà supérieurs de trois points aux prévisions du dernier budget.

Toutes les prévisions du ministre des Finances ont volé en éclats. Ce n'est pas la marque d'un ministre des Finances compétent, ni d'un ministre intègre, mais il faut lui reconnaître son grand courage. Mais qui n'en aurait pas, avec une balle de squash, une belle grande raquette et l'appui de John Crow et des autres moineaux de la Banque du Canada. Ce n'est pas la mer à boire.

Le gouvernement fait-il preuve de compétence en continuant dans cette voie, même après avoir fait payer les gens? Il s'agit d'un mal temporaire pour un mal à long terme. En dépit de toutes ces ponctions, le gouvernement prévoit toujours que le déficit atteindra 30 milliards de dollars et que la dette nationale s'élèvera à quelque 400 milliards de dollars en 1991. Peut-on parler de compétence? C'est de gestion de la dette qu'il s'agit. Pendant la campagne électorale, on nous a dit que le gouvernement savait comment gérer le changement. Il n'a même pas réussi à présenter un budget sans fuite.

Le ministre des Finances ne parle plus que de «partager le fardeau». Le gouvernement prétend récupérer 320 millions de dollars des présidents de banque et de tous les autres richards. Mais si quelqu'un ne réside pas au Cana-